

LA FRANCE COUPÉE EN TROIS

Daniel Perron

05/05/2017

Plutôt que parler de l'opposition entre deux France, le premier tour de l'élection présidentielle a vu émerger trois blocs : un bloc centriste – ou progressiste, qui va du PS aux juppéistes – ; un bloc conservateur de droite et d'extrême droite, qui fait de l'identité et d'un certain repli sur soi la mère des batailles ; et enfin un bloc de gauche extrême qui refuse désormais la social-démocratie.

La géographie du vote majoritaire à l'élection présidentielle devrait être retenue par les états-majors politiques qui, depuis de longues années, semblent oublier que le discours politique n'est pas un simple produit marketing qui s'adresse à des consommateurs mais bien un élément fondamental d'une démocratie soucieuse du réel pour progresser. À première vue, deux France se dégagent : celle de Marine Le Pen et du Front national à l'est et au nord, celle d'Emmanuel Macron et de son mouvement En marche ! à l'ouest. Il est possible de repérer des taches éparses marquant l'implantation des Républicains de François Fillon, singulièrement la Sarthe où il fait des scores très hauts, et des points de coagulation pour les insoumis de Jean-Luc Mélenchon. Mais avec la disparition totale du Parti socialiste représenté par Benoît Hamon, c'est bien la bipartition géographique qui marque l'élection.

Celle-ci montre-t-elle l'avènement définitif de deux France opposées, celle d'une France d'en haut et celle d'une France d'en bas ? La thèse notamment portée par Christophe Guilluy est tentante, et il est vrai que ses travaux menés depuis le début des années 2000 pourraient conduire à cette conclusion. De même, il pourrait être tentant, au regard du vote des métropoles, d'adoubier sans autre forme d'analyse la thèse séduisante défendue par Laurent Davezies qui trouve les fondements d'une révolution politique dans la désagrégation des solidarités entre territoires et le repli régional qu'il engendre. Le vote parisien est ici archétypal de ces villes-monde peu sensibles aux discours de repli et de peur. De même Toulouse, Lyon, Strasbourg, Lille, Nantes et Rennes. Sans doute les deux auteurs n'ont-ils pas tort.

Pour autant, les chiffres du vote permettent aussi d'envisager autre chose que cette bipartition, et de penser tripartition. D'abord, il faut noter que le vote Macron prend corps d'abord sur les terres socialistes. Un simple regard sur la carte bretonne le montre. Le Finistère, terre socialiste par

excellence, s'est rangé derrière Emmanuel Macron. Peut-on ici parler de France d'en haut ou de mégapole mondialisée ? Certainement pas. Il suffit d'aller voir les résultats de Carhaix ou de Lampaul-Guimilliau, et de connaître les plans sociaux qui ont touché l'agroalimentaire dans ce secteur (tout le monde se souvient de GAD et de Marine Harvest) et la situation des centaines de familles touchées pour invalider tel message.

De son côté, le Morbihan a lui aussi été touché par la vague Macron. La terre de droite qui n'avait pas tant cédé à François Hollande et aux socialistes en 2012 s'est mise en marche. Au fond, la façade atlantique marquée à gauche a choisi son candidat. Elle montre son attachement à la social-démocratie. Nous remarquons les mêmes traits dans la région Nouvelle Aquitaine.

De l'autre côté de cette diagonale, Marine Le Pen semble installée désormais confortablement. Les anciennes terres ouvrières du Parti socialiste du nord ont clairement choisi leur championne, comme les terres de droite de l'est ou du sud-est, qui ont cette fois basculé.

Souvent classés dans le monde oublié, les territoires ruraux basculent. Mais cela ne se fait pas de manière unanime dans les orientations. Ils basculent pour appeler à une autre politique, rejetant clairement les partis incapables de répondre à leurs attentes. Ici, deux typologies d'espoirs se font face. D'un côté le souhait d'une libération, d'une émancipation libérale par une forme d'incarnation du renouveau dynamique ; de l'autre, le souhait d'une protection fondée sur la fermeture et le repli local.

De cette bipartition primaire, une première analyse ressort. Ce sont en réalité les deux camps droite -gauche, sans doute pour des raisons diverses, qui connaissent une reconfiguration. Plus à droite pour la droite, plus centriste pour la gauche, dira-t-on d'abord. Il semble plus juste de dire que la partition se fait entre deux types de vision du monde : l'une ouverte, l'autre plus fermée.

Mais à cela il convient d'ajouter les scores de Jean-Luc Mélenchon, et notamment de regarder ses points de fixation. La Dordogne est de ce point de vue intéressante. Colorée de rouge sur les cartes, elle apparaît s'être donnée aux Insoumis, franchement. Mais là où Benoît Hamon enregistre une défaite historique, il n'y a que 1187 voix qui séparent Jean-Luc Mélenchon, qui arrive en tête, d'Emmanuel Macron, deuxième (0,48%).

La gauche s'est bien ici séparée en deux. Vote utile ? Sans doute en partie. Mais pas seulement. Vote aussi de conviction sur une terre résolument de gauche qui a par exemple très bien résisté aux dernières élections départementales. Emmanuel Macron a, lui, sans doute touché à la fois le centre gauche et le centre droit, inquiété par le discours soudain très catholique du candidat LR,

que l'on a pu avoir parfois un peu de peine à distinguer de sa voisine d'extrême droite.

Et ce mouvement est exactement celui qui s'est passé dans le Morbihan pour la droite.

Autrement dit, par-delà les scores des quatre premiers candidats, trois blocs émergent : un bloc centriste – ou progressiste, c'est selon – qui couvre un spectre large qui va du Parti socialiste aux juppéistes (spectre dans lequel les élus et citoyens n'écartent pas de travailler ensemble pour trouver des solutions) ; un bloc conservateur de droite et d'extrême droite, qui fait de l'identité et d'un certain repli sur soi la mère des batailles ; et enfin un bloc de gauche extrême qui refuse désormais la social-démocratie.

Il est intéressant de noter que c'est ce troisième bloc de gauche extrême qui semble détenir une part non négligeable du résultat du 7 mai. Le PS disparu, LR est en pleine recherche d'une position commune introuvable, Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'affrontent sur les décombres d'un champ de ruines politiques, avec la gauche extrême en arbitre. Responsabilité historique s'il en est.